



Agence de la consommation
en matière financière du Canada

Financial Consumer
Agency of Canada

RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS

1^{ER} JUIN 2023 – 30 JUIN 2024





Sauf avis contraire, le contenu de ce document peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales. La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites sans la permission de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec nous à l'adresse suivante :

Agence de la consommation en matière financière du Canada
427, avenue Laurier Ouest
Ottawa (Ontario) K1R 1B9

www.canada.ca/fr/agence-consommation-matiere-financiere

ISSN 2816-9093

© Sa Majesté le Roi du Chef du Canada, représenté par la ministre des Finances du Canada, octobre 2024.

Also available in English under the title: **Consumer Protection Advisory Committee Report 2023–2024**

Table des matières

Message du président	1
À propos de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada	2
Aperçu du CCPC	3
Engagement et activités du CCPC	4
Membres du CCPC pour la période du 1er juin 2023 au 30 juin 2024	5

Message du président



La dernière année a été marquée par des changements et des innovations dans le secteur financier. L'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) relève ces défis avec l'aide de son Comité consultatif sur la protection des consommateurs (CCPC).

Les membres du CCPC proviennent de divers horizons et ont différentes d'expériences. En représentant le point de vue des consommateurs, ils fournissent à l'ACFC des observations et des conseils en ce qui concerne :

- les tendances du marché et enjeux du secteur financier;
- les initiatives en matière de recherche et de politiques de l'ACFC et du gouvernement du Canada;
- les sujets relevant du mandat de l'ACFC qui pourraient être abordés dans le cadre de sa mission d'éduquer les consommateurs.

Comme vous allez le lire dans ce rapport, grâce à leur expertise, les membres du CCPC ont, cette année, permis à l'ACFC de mieux comprendre de nombreux enjeux importants relatifs à la protection des consommateurs comme les services bancaires à frais modiques ou sans frais ainsi que les prêts abusifs.

J'aimerais remercier les membres pour leur engagement soutenu et leur participation continue.

Werner Liedtke

Commissaire intérimaire de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada

À propos de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada

Raison d'être

L'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) a été créée en 2001 pour protéger les droits et intérêts des consommateurs de produits et services financiers.

Notre mandat

L'ACFC est un organisme du gouvernement fédéral qui tire son mandat de la [Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada](#).

Notre vision et mission

Notre vision

Être un chef de file et un innovateur en matière de protection des consommateurs de produits et services financiers

Notre mission

Protéger les consommateurs de produits et services financiers

Surveiller les entités réglementées

Éduquer les Canadiens et renforcer leur littératie financière

Notre responsabilité essentielle : la protection des consommateurs de produits et services financiers

La responsabilité essentielle de l'ACFC est de protéger les consommateurs de produits et services financiers. L'ACFC s'acquitte de cette responsabilité en fournissant les deux programmes suivants :

- Surveillance et mise en application — ce programme est conçu pour promouvoir, surveiller et assurer la conformité des entités réglementées aux obligations en matière de pratiques commerciales prescrites par les textes de loi, les codes de conduite et les engagements publics;
- Recherche, politiques et éducation — ce programme est conçu pour renforcer la littératie financière et la résilience financière des Canadiens en travaillant avec les intervenants et en prenant appui sur les recherches et la collaboration fondées sur des données probantes pour proposer des politiques, éduquer les consommateurs et les encourager à prendre des mesures financières avantageuses pour eux.

Les solides services internes de l'ACFC lui permettent de s'acquitter de sa responsabilité essentielle et de réaliser ses priorités.

Aperçu du CCPC

Le Comité consultatif sur la protection des consommateurs (CCPC) fournit une orientation et des conseils au commissaire pour l'aider à s'acquitter de son mandat de protection des consommateurs de produits et services financiers.

Les membres représentent les secteurs privés, à but non lucratif et académique. Ils sont sélectionnés à la suite d'un processus de candidature périodique et leur mandat peut durer d'un à cinq ans (y compris les renouvellements). Tous les membres ont une expérience considérable en matière de promotion de la protection des consommateurs de produits et services financiers ou de la recherche dans le domaine de la protection des consommateurs. Ils permettent à l'ACFC de joindre un vaste public, y compris les aînés, les Canadiens autochtones, les nouveaux arrivants, les jeunes et les Canadiens à faible revenu.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le CCPC, veuillez consulter le [mandat du comité](#).

Vous trouverez de l'information sur les membres du CCPC et leur mandat à partir de la [page 5](#) du présent rapport.

Engagement et activités du CCPC

Le CCPC a tenu une réunion en personne et quatre réunions virtuelles depuis le 1er juin 2023. En plus de la communication d'informations et de mises à jour générales, les sujets ci-dessous étaient inclus dans les ordres du jour :

Réunion de juin 2023

- Mise à jour sur le processus de désignation d'un organisme de traitement des plaintes unique et la Ligne directrice sur les prêts hypothécaires existants des consommateurs dans des circonstances exceptionnelles
- Présentation par Prospérité Canada sur son projet d'aide financière

Réunion d'octobre 2023

- Mise à jour sur le Plan de mesure de la Stratégie nationale pour la littératie financière et d'autres initiatives de recherche, de politiques et d'éducation

Réunion de novembre 2023

- Consultation sur l'engagement concernant les comptes à frais modiques et les comptes sans frais, qui est en train d'être mis à jour par l'ACFC

Réunion de novembre 2023

- Consultation sur les enjeux touchant les consommateurs de produits et services financiers avec le ministère des Finances

Réunion de février 2024

- Mises à jour sur les initiatives de l'ACFC menées par la Direction générale de la recherche, des politiques et de l'éducation et la Direction générale de la surveillance et de la mise en application

Réunion de mai 2024

- Mises à jour sur les initiatives de l'ACFC menées par la Direction générale de la recherche, des politiques et de l'éducation, la Direction générale de la surveillance et de la mise en application et la Direction générale des affaires publiques

Membres du CCPC pour la période du 1er juin 2023 au 30 juin 2024

Millie Acuna — gestionnaire des programmes de constitution d'avois, SEED Winnipeg

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Renouvellement du mandat : 1^{er} juillet 2022

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2024

Millie Acuna a acquis une expérience unique au sein de l'industrie et du secteur à but non lucratif en offrant un accès à des ressources financières à des Canadiens à faible revenu au cours de ses 15 années d'emploi dans une coopérative de crédit locale et dans le cadre de ses fonctions actuelles de gestionnaire des programmes de constitution d'avois chez SEED Winnipeg.

Au cours de ses années d'emploi au sein du réseau des coopératives de crédit, Millie a occupé divers postes de direction dans sept succursales de détail. Elle a travaillé à l'amélioration des processus et aux programmes d'accès aux services financiers de proximité, en plus d'apporter un soutien à la coopérative de crédit dans le cadre de procédures d'audits et d'évaluation des risques, d'une fusion quadripartite de coopératives de crédit et de la conversion d'un système bancaire. Elle a également mis sur pied une coopérative de crédit gérée par des étudiants pour une école secondaire du centre-ville de Winnipeg.

À l'heure actuelle, Millie coordonne l'exécution de programmes d'autonomisation financière offerts par l'entremise de plus de 100 organismes communautaires. Dans le cadre de ses fonctions à ce chapitre, elle fournit des services sur place, de la formation aux prestataires de services et du mentorat. Les interventions liées aux programmes concernent notamment la littératie financière et l'accès aux services bancaires. Millie se passionne pour la prestation de services aux personnes qui n'ont pas accès aux services bancaires ou qui en ont peu, le renforcement des relations au sein de la collectivité et le soutien à l'autonomisation financière pour tous afin de contribuer à la création d'un avenir durable.

Matthew Brady – vice-président, Bureau des investisseurs, Organisme canadien de réglementation des investissements (OCRI)

Nomination : 1^{er} janvier 2024

Fin de mandat : 1^{er} juillet 2024

Matt est vice-président du Bureau des investisseurs de l'Organisme canadien de réglementation des investissements (OCRI). Matt dirige l'équipe de l'OCRI qui est chargée de la recherche et de l'éducation des investisseurs et de faire valoir le point de vue des investisseurs dans les activités de réglementation de l'OCRI.

Matt travaille dans le milieu de la réglementation, de la conformité et de la protection des consommateurs depuis plus de 20 ans, période qui comprend son poste actuel à l'OCRI et ses emplois passés à l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels et à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. Au cours de sa carrière, Matt a participé à de nombreuses initiatives visant à améliorer la protection des investisseurs. Il a notamment dirigé des projets sur des thèmes tels que la détermination du profil de risque des investisseurs, et l'identification et la protection des investisseurs vulnérables.

Matt détient les titres professionnels de CPA et de CA.

Lise Estelle Brault — directrice principale, Données, fintechs et innovation, Autorité des marchés financiers (AMF)

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Renouvellement du mandat : 1^{er} juillet 2021 et 1^{er} juillet 2022

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2023

Lise Estelle Brault est directrice principale Données, fintech et innovation à l'Autorité des marchés financiers. Elle dirige les initiatives de technologies financières et d'innovation de l'Autorité, qui visent à développer l'expertise interne en matière de nouvelles technologies et de modèles d'affaires émergents dans l'industrie financière et aussi à faire de l'Autorité un membre important de l'écosystème local des technologies financières. Au niveau national, Madame Brault préside le Comité Bac à sable réglementaire des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, un comité travaillant à appuyer les entreprises de technologies financières souhaitant offrir des applications, des produits et des services novateurs au Canada. Elle est également responsable du développement et de l'opérationnalisation de la gouvernance des données à l'Autorité.

Madame Brault détient une maîtrise de la London School of Economics and Political Science où elle a étudié la finance et l'économie. Elle possède également un baccalauréat bidisciplinaire en mathématique et économie de l'Université de Montréal. En 2017, elle a remporté le prix Étoile montante de l'Association des femmes en finance du Québec.

Marie-Lyne Côté — directrice de la réglementation des membres, Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM)

Nomination : 1^{er} juillet 2022

Fin du mandat : 1^{er} janvier 2024

Marie-Lyne Côté est directrice de la réglementation des membres pour l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) où elle travaille depuis un peu plus de 25 ans. Avant d'occuper le poste de directrice auprès de cet organisme d'autorégulation, elle a occupé les postes d'inspectrice de la conformité et de chef de la conformité. Dans ses fonctions actuelles, elle est responsable des services de la conformité des finances et des opérations et de la conformité de la conduite des affaires. À ce titre, ses responsabilités sont de s'assurer que les courtiers membres respectent les règles de l'OCRCVM au niveau du capital réglementaire requis et de toutes questions touchant la conduite des affaires, pour les courtiers dont le siège social est au Québec et dans les provinces atlantiques.

Avant de se joindre à l'OCRCVM, Madame Côté était auditrice au cabinet Richter, Usher & Vineberg. Elle détient le titre de CPA.

Gail Henderson — professeure agrégée à la faculté de droit de l'Université Queen's

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Renouvellement de la nomination : 1^{er} juillet 2023

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2025

Gail Henderson, Ph. D., occupe les fonctions de professeure agrégée à la faculté de droit de l'Université Queen's où elle donne des cours dans les domaines des contrats, des associations d'affaires, de la réglementation des valeurs mobilières et de la gouvernance d'entreprise. Après avoir obtenu son diplôme de l'Osgoode Hall Law School en 2005 à titre de Médaillée d'or, elle a agi comme greffière pour l'honorable Louise Charron de la Cour suprême du Canada. Elle a obtenu son doctorat en sciences juridiques à l'Université de Toronto en 2014. Depuis un voyage de recherche à Dublin, en Irlande, en mai 2014 pour étudier la réponse du gouvernement irlandais à la crise bancaire de 2008, ses recherches se sont concentrées sur la réglementation des ventes et des services financiers. Plus récemment, dans le cadre d'un projet de recherche interdisciplinaire financé par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), elle s'est penchée sur les problèmes de protection des consommateurs de produits et services financiers. Elle a agi à titre de chercheuse principale dans le cadre d'une subvention de développement Savoir du CRSH axée sur la littératie financière au niveau de l'école primaire. Elle est membre non active du Barreau de l'Ontario.

Fern Karsh — responsable technique principale et responsable principale des politiques, Bureau des consommateurs, Autorité ontarienne de réglementation des services financiers

Nomination : 1^{er} juillet 2022

Renouvellement de la nomination : 1^{er} juillet 2023

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2024

Fern Karsh est une avocate qui occupe le poste de responsable technique principale et de responsable principale des politiques pour le Bureau des consommateurs de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF). Au cours de sa carrière, elle a travaillé dans les secteurs privé, public et sans but lucratif. À l'ARSF, Fern dirige des projets d'introspection comportementale, de recherche en consommation et de politiques publiques intersectoriels, préside des groupes de travail internes et nationaux, a conçu le cadre de divulgation et d'autres produits de leadership éclairé de l'ARSF, a fait des présentations à l'intention du gouvernement et d'associations nationales, et gère les intervenants externes.

Avant de se joindre à l'ARSF, Fern a accumulé plus de 10 ans d'expérience dans le domaine du droit, de la réglementation et des services financiers, en se spécialisant dans la gestion de patrimoine, les valeurs mobilières et la conformité. Elle a occupé les postes d'avocate générale et de secrétaire générale dans le secteur privé, et a travaillé dans le domaine des politiques publiques au sein d'un important organisme de bienfaisance. Intéressée par les industries émergentes, elle a porté une attention particulière aux actifs numériques et pris part à des groupes de discussion lors de diverses conférences sur la réglementation des cryptoactifs. De plus, elle est membre de comités sur les chaînes de bloc et l'intelligence artificielle au Collège George Brown.

Fern a obtenu son doctorat en droit de l'Université de Toronto et un diplôme en économie et en finances de l'Université Western.

Julie Kuzmic — agente principale de la conformité, Protection des consommateurs, Equifax Canada

Nomination : 1^{er} juillet 2022

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2024

Julie Kuzmic est agente principale de la conformité, protection des consommateurs chez Equifax Canada et une spécialiste reconnue en matière de crédit à la consommation. Julie s'est jointe à Equifax en 2016 et se concentre sur le traitement équitable des consommateurs canadiens en conformité avec les lois applicables. Julie fait valoir les points de vue des consommateurs tant au sein d'Equifax que dans le cadre de discussions avec les clients, les consommateurs, le gouvernement, les organismes de réglementation et les médias. Avant de se joindre à Equifax, Julie a travaillé chez Accenture et Symcor, où elle a dirigé des initiatives complexes en matière de TI, de ventes et de lancement de produits dans les secteurs des banques, des assurances et de la gestion de patrimoine. Julie participe à plusieurs groupes d'experts et de comités, y compris le groupe de travail national de la justice économique pour les femmes du Centre canadien pour l'autonomisation des femmes ainsi que le Comité consultatif des consommateurs de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF).

Marc Lacoursière — professeur de droit, Université Laval

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Renouvellement de la nomination : 1^{er} juillet 2023

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2024

Marc Lacoursière est professeur de droit économique à la Faculté de droit de l'Université Laval depuis 2000. Il est membre du Barreau du Québec depuis 1993. Il est l'un des membres fondateurs du Centre d'études en droit économique (CÉDÉ) de la Faculté de droit de l'Université Laval. Il a obtenu son doctorat en droit bancaire de l'Université York (Toronto) en 2001. En 1998, il s'est vu décerner le Prix Minerve pour son mémoire de maîtrise. Le professeur Lacoursière est impliqué dans plusieurs projets de recherche subventionnés portant sur les banques, la protection des consommateurs et les nouvelles technologies. Il est coauteur, avec la professeure Nicole L'Heureux, de la sixième édition de l'ouvrage « Droit de la consommation » (Éditions Yvon Blais, 2011) et de la cinquième édition de l'ouvrage « Droit bancaire » (Éditions Yvon Blais, 2017). Enfin, le professeur Lacoursière est membre du Comité d'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'Université Laval depuis 2011.

Katherine Macklem — trésorière et membre du conseil d'administration, Réseau de la biosphère de l'Arche-de-Frontenac

Nomination : 1^{er} juillet 2023

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2025

Katherine Macklem est une professionnelle des communications qui possède de l'expérience en communications corporatives et en journalisme financier. Tout au long de sa carrière, Katherine s'est employée à communiquer clairement l'information sur les enjeux financiers et économiques aux profanes. Dans son plus récent emploi, elle a dirigé l'élaboration de stratégies de communication et de relations avec les intervenants à la Banque du Canada à l'appui des politiques de la Banque, y compris la politique monétaire et la monnaie numérique de banque centrale. Plus tôt dans sa carrière, en tant que journaliste, Katherine a travaillé comme correspondante aux affaires nationales pour Maclean's, comme journaliste financière pour le National Post, et comme productrice de l'émission Business Beat à CBC Radio.

Katherine est actuellement trésorière bénévole et membre du conseil d'administration du Réseau de la réserve de la biosphère de l'Arche-de-Frontenac, l'une des 19 biosphères du Canada désignées par l'UNESCO, ainsi que présidente du comité consultatif des sentiers de la promenade des Mille-Îles, qui donne des conseils à un organisme gouvernemental de parcs de l'Ontario. Elle détient un baccalauréat de l'Université McGill en histoire du Canada et une maîtrise de l'American University (Washington D.C.) en communications — journalisme et affaires publiques.

Donald (Don) Mercer — président et directeur général, Conseil des consommateurs du Canada

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2023

La carrière professionnelle de Don Mercer est axée sur la promotion, la gestion et l'application du droit de la concurrence au sein du Bureau de la concurrence du Canada. Par la suite, il a beaucoup travaillé comme bénévole dans les domaines de la protection des consommateurs, de la défense des intérêts, de la recherche et de la représentation. Après avoir quitté le Bureau de la concurrence, Don s'est joint au conseil d'administration bénévole du Conseil des consommateurs du Canada (CCC) en 2007 où il a occupé le poste de président et directeur général de 2009 à 2012, et de 2016 à aujourd'hui.

Depuis qu'il s'est joint au CCC, Don a activement représenté les consommateurs en son nom dans un certain nombre de conseils et de comités consultatifs. Parmi ceux qui sont directement ou indirectement liés aux paiements et aux questions financières, signalons le Conseil consultatif des intervenants de Paiements Canada (depuis 2014), le Comité consultatif externe des intervenants (2011-2012) et le Comité consultatif sur la protection des consommateurs (2018-2020) de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada, le Comité FinPaie du ministère des Finances du Canada (2020-2022, par nomination), et le Comité consultatif externe sur la compétitivité réglementaire du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (2020-2022, par nomination ministérielle).

Elizabeth Mulholland — chef de la direction, Prospérité Canada

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2023

Elizabeth Mulholland est chef de la direction de Prospérité Canada, un organisme de bienfaisance canadien qui se consacre à élargir, grâce à des politiques et à des programmes novateurs, les possibilités économiques des Canadiennes et des Canadiens vivant dans la pauvreté. Elizabeth s'est jointe à Prospérité Canada en 2011 après avoir travaillé pendant 25 ans en politique publique dans les secteurs public, privé et à but non lucratif, dont dix ans à titre d'experte-conseil indépendante, cinq ans à titre de conseillère principale en matière de politiques au Cabinet du premier ministre et cinq ans comme directrice des relations gouvernementales pour les Centraide de l'Ontario. Elle est titulaire d'un baccalauréat ès arts en géologie et en français du Wellesley College et a réalisé avec succès un programme d'été de deuxième cycle de l'Université McGill en épidémiologie et biostatistiques.

Sophie Roussin — analyste en politiques et réglementation en matière de finances personnelles, Union des consommateurs (UC)

Nomination : 1^{er} juillet 2022

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2024

Sophie Roussin est analyste en politiques et réglementation en matière de finances personnelles à Union des consommateurs (UC) depuis 2006. Elle est également chargée de projet et de recherche pour UC.

Politologue de formation (Université de Montréal/Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence) et titulaire d'une maîtrise en études internationales (Université de Montréal).

Madame Roussin s'est impliquée auprès de divers organismes à but non lucratif au Canada et à l'étranger dans les domaines du logement, de l'exclusion sociale, de l'aide au développement, de la démocratisation, de la jeunesse et du volontariat.

Elle a réalisé plusieurs études portant sur le secteur financier au cours des dernières années, dont «Hypothèque inversée : pour un meilleur encadrement», «Les barrières aux changements d'institution financière», «Petits prêts aux consommateurs : quelles solutions?», «Les prêts d'argent entre particuliers via des plateformes Internet : un service financier d'avenir?», «Le traitement des plaintes dans le secteur financier : accessibilité pour les consommateurs» et «Lumière sur l'offre de contenu d'éducation financière sur Internet».

Brenda Spotton Visano — professeure en économie et politique publique, Université York

Nomination : 1^{er} juillet 2022

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2024

Brenda Spotton Visano est une professeure émérite d'économie et de politique publique à l'Université York. Elle possède plus de 20 ans d'expérience en recherche axée sur la communauté visant l'amélioration de l'accès aux services financiers et en recherche fondée sur les politiques pour l'analyse des cadres de financement. Ses activités professionnelles visant le renforcement des capacités des collectivités comprennent notamment le fait de conseiller les Premières Nations sur les options de financement pour les programmes sociaux et éducatifs, l'élaboration et l'évaluation de programmes de littératie financière pour les réseaux d'organismes communautaires, et l'analyse de questions de politique en ce qui concerne les solutions de rechange aux options d'emprunt à coût élevé (p. ex., les prêts sur salaire). En plus d'avoir publié de nombreux ouvrages et articles savants dans des journaux universitaires, elle a contribué à plusieurs rapports pour divers organismes du gouvernement du Canada, des organisations des Premières Nations, l'UNESCO, et des ONG. Elle a siégé au Comité de la recherche sur la littératie financière national de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada et a présidé le Canadian Women Economists Network. Ses recherches, son enseignement et son service à la communauté universitaire ont été reconnus par des prix nationaux, provinciaux et universitaires.

John Stapleton — directeur, Open Policy Ontario

Nomination : 1^{er} juillet 2022

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2024

John Stapleton est un écrivain, un instructeur et un ancien boursier de recherche en innovation avec le Metcalf Foundation.

Il a travaillé pour le gouvernement de l'Ontario pendant 28 ans dans les domaines de la politique et des opérations d'aide sociale et il a été directeur de recherche pour le Task Force on Modernizing Income Security for Working-Age Adults à Toronto. John enseigne la politique publique pour les défenseurs des collectivités et il est fréquemment publié dans les médias locaux et nationaux.

John est associé de recherche principal du Neighbourhood Change Research Partnership à l'Université de Toronto. Il a été président de la Commission d'aide aux anciens combattants de l'Ontario, et il est membre du conseil d'administration du Canadian Horse Racing Hall of Fame. Il a été membre du Comité consultatif sur la réduction de la pauvreté du ministre fédéral Jean-Yves Duclos, du groupe consultatif sur la réforme de l'aide sociale du ministre des Services sociaux et communautaires de l'Ontario, de même que du groupe consultatif sur la réduction de la pauvreté à Toronto.

John anime des séminaires très prisés sur la planification de la retraite des personnes à faible revenu et il a présenté sa présentation aux bibliothèques, aux organismes communautaires et aux écoles plus de 110 fois depuis 2012.

Michael Thom — directeur général, CFA Societies Canada

Nomination : 1^{er} juillet 2020

Renouvellement de la nomination : 1^{er} juillet 2022

Démission : 2 février 2024

Michael Thom est analyste financier agréé et le directeur général de CFA Societies Canada. Il dirige l'orientation stratégique de CFA Societies Canada et défend les normes d'intégrité et d'éthique les plus élevées dans l'intérêt supérieur des investisseurs canadiens, tout en renforçant la notoriété du titre d'analyste financier agréé. Michael possède plus de 12 ans d'expérience dans différentes fonctions dans les marchés financiers. Son dernier poste a été celui de directeur d'un gestionnaire de fonds spéculatifs de Toronto. Auparavant, sa carrière était axée sur la négociation d'actions et la gestion de portefeuille dans des entreprises de Toronto et de Vancouver. Michael met à contribution dans ses fonctions ses nombreuses années d'expérience en tant que dirigeant bénévole dans le domaine de la défense des intérêts. Il a été membre du conseil d'administration de CFA Society Toronto et a occupé plusieurs postes bénévoles au sein du CFA Institute, en plus d'être membre et ancien président du Canadian Advocacy Council. M. Thom est diplômé de l'Université de la Colombie-Britannique et détient le titre de CFA (analyste financier agréé).

Anne Wettlaufer — présidente et chef de la direction, Association canadienne des professionnels de l'insolvabilité et de la réorganisation

Nomination : 1^{er} juillet 2023

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2025

Anne Wettlaufer est présidente et chef de la direction de l'Association canadienne des professionnels de l'insolvabilité et de la réorganisation (ACPIR), une association nationale représentant près de 1 400 membres et associés. L'ACPIR fournit des programmes d'éducation, y compris le Programme de qualification des CIRP/PAIR qui est le parcours à suivre pour obtenir le titre de professionnel(le) agréé(e) de l'insolvabilité. L'ACPIR veille au respect des normes de pratique professionnelle, entreprend des initiatives de littératie financière et de protection des consommateurs pour le public, et prône un système d'insolvabilité et de restructuration équitable, transparent et efficace à l'échelle de tout le Canada.

Anne s'est jointe à l'ACPIR en 2020, après une carrière de 30 ans dans les domaines des affaires publiques, des communications et de l'éducation professionnelle au sein des secteurs privé et sans but lucratif, y compris une décennie dans le milieu de l'innovation en tant que vice-présidente, Marketing, communications et affaires publiques au Centre de l'innovation de l'Ontario ainsi que neuf ans à l'Association des banquiers canadiens, qui avait fait appel à elle pour élaborer et fournir un programme national à multiples facettes de littératie financière et de protection des consommateurs. Anne est diplômée de l'Université Queen's et a obtenu son brevet de l'Institut des banquiers canadiens (B.I.B.C.).

Tayt Winnitoy — Chef de l'exploitation, Consumer Protection BC

Nomination : 1^{er} juillet 2023

Fin du mandat : 1^{er} juillet 2025

Tayt Winnitoy est le chef de l'exploitation de Consumer Protection BC, un organisme de réglementation provincial qui est chargé des permis et de la surveillance pour les entreprises de plus de sept secteurs, ainsi que de l'application générale des lois sur les pratiques commerciales de la Colombie-Britannique et de la réglementation des transactions avec les consommateurs. Tayt travaille pour cette organisation depuis sa création en 2004.

À titre de haut dirigeant, il a pour mission de soutenir et de conseiller Consumer Protection BC sur tous les aspects de son mandat. Il est à la tête des équipes chargées de la conformité, de l'application, des permis, les services d'information aux consommateurs, de la classification des films, de l'analyse des données, ainsi que des solutions et systèmes commerciaux.

Tayt détient un baccalauréat ès arts de l'Université de Victoria et un certificat en stratégie avancée de l'école de commerce Saunder de l'Université de la Colombie-Britannique. Il a suivi le programme de perfectionnement en leadership du Niagara Institute à Banff en Alberta et le programme mini-MBA de l'Université McGill à Montréal.